

- de Executieve : de Executieve van de Franse Gemeenschap;
- het fonds : het steunfonds voor de creatie op radio opgericht door artikel 27 van het decreet;
- de Commissie : de Commissie voor de selectie van de radio-ontwerpen, die toegang heeft tot het Steunfonds voor creatie op radio;
- eigen producer : rechtspersoon die radioprogramma's, bestemd voor uitzending door private radio's, produceert.

Art. 2. Na advies van de Commissie, kiest de Minister, tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, de uitzendingsontwerpen die toegang hebben tot het fonds.

Deze uitzendingsontwerpen worden geproduceerd door private radio's of eigen producers.

Art. 3. Deze uitzendingsontwerpen gesubsidieerd door de Minister, tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, moeten een karakter van onderzoek, creatie, literaire of toneelbewerking, gespecialiseerde berichtgeving of permanente opvoeding vertonen.

Ze dienen te worden uitgezonden binnen de zes maanden volgend op het begin van de procedure tot uitbetaling van de subsidies.

Art. 4. Het niet-naleven van de artikelen 2 en 3 wordt bestraft met de terugbetaling van de gestorte sommen.

Art. 5. De Executieve keist de leden van de Commissie uit de beroepen met betrekking tot de radiocreatie, inzonderheid :

- de private radio's;
- de auteursvennootschappen;
- de verenigingen voor permanente opvoeding.

De Executieve wijst twee vertegenwoordigers aan in de Commissie.

Art. 6. De Minister, tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, is belast met de naleving van dit besluit.

Brussel, 18 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

F. 92 — 975

**24. DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à la reconnaissance des radios privées**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel, notamment l'article 30, remplacé par le décret du 19 juillet 1991 et l'article 37, modifié par le décret du 19 juillet 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé de la Culture et de la Communication;

Vu la délibération de l'Exécutif du 24 décembre 1991,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° le Ministre : le membre de l'Exécutif qui a l'audiovisuel dans ses attributions;
- 2° le Conseil : le Conseil supérieur de l'audiovisuel de la Communauté française;
- 3° le décret : le décret du 17 juillet 1987 sur l'audiovisuel;
- 4° le demandeur : la personne morale qui a introduit une demande de reconnaissance comme radio privée;
- 5° puissance d'un appareil émetteur : la puissance moyenne de l'onde porteuse disponible à la sortie de l'appareil émetteur;
- 6° puissance apparente rayonnée d'une radio privée : la puissance fournie à l'antenne, multipliée par le gain de l'antenne dans une direction donnée, lorsque l'antenne de référence est un dipôle demin-onde sans perte, isolé dans l'espace;
- 7° hauteur effective de l'antenne : la hauteur de l'antenne au-dessus du niveau moyen du sol dans un rayon de trois à quinze kilomètres autour de la radio privée;
- 8° règlement des radiocommunications : le règlement des radiocommunications annexé à la Convention internationale des Télécommunications et publié par le secrétariat général de l'Union internationale des Télécommunications (Genève, 1979);
- 9° avis 370 du Comité consultatif international des radiocommunications : avis donnant les courbes de propagation qui permettent d'évaluer le champ produit par un émetteur dans les bandes d'ondes métriques et décimétriques;
- 10° avis 412 du Comité consultatif international des radiocommunications : avis fixant, d'une part, les rapports de protection à garantir entre le signal brouillé et le signal brouilleur en fonction du service à assurer et de l'écart de fréquences entre les deux émissions et, d'autre part, les valeurs du champ à protéger en fonction du type de service et de l'environnement parasite du récepteur;
- 11° zone de service : zone à l'intérieur de laquelle la valeur médiane du champ, déterminée conformément à l'avis 370 du Comité consultatif international des radiocommunications, est supérieure à la valeur du champ à protéger déterminé en vertu de l'article 11;

12° information générale : information concernant l'ensemble des questions d'actualité et s'adressant à l'ensemble des auditeurs;

13° ordre de priorité : classement des radios privées en fonction des fréquences disponibles, arrêté par l'Exécutif de la Communauté française, après avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

CHAPITRE II. — De l'introduction de la demande de reconnaissance

Art. 2. La demande de reconnaissance comme radio privée est introduite auprès du Ministre, par une lettre rédigée en langue française, signée au moins par deux personnes de nationalité belge, indiquant leurs noms et leurs domiciles situés obligatoirement dans la zone d'émission de la radio dont la reconnaissance est demandée.

Elle contient les éléments suivants :

- 1° la dénomination de la radio;
- 2° le statut juridique du demandeur et une photocopie des annexes du *Moniteur belge* portant publication de ses statuts, ainsi que, s'il échet, la composition de son capital; s'il apparaît que des personnes morales sont associées ou actionnaires du demandeur, la demande contient en outre la composition du capital et du conseil d'administration de ces personnes morales;
- 3° le lieu d'implantation du studio et le site d'émission prévus de la radio; à cet effet, le demandeur est tenu de produire un extrait de carte géographique au vingt-cinq millièmes indiquant le site d'émission;
- 4° la classe dans chacune des quatre catégories dans laquelle le demandeur entend se situer;
- 5° la nature de la programmation, en faisant notamment référence à l'article 31, 2° et 6° du décret;
- 6° l'indicatif de la radio;
- 7° les intentions du demandeur quant au recours éventuel à la publicité commerciale;
- 8° les intentions du demandeur quant au recours éventuel aux services d'une personne morale reconnue en application de l'article 32 bis du décret notamment pour la programmation, l'information, la promotion ou la régie d'espaces publicitaires;
- 9° les perspectives de financement et le projet de budget du demandeur;
- 10° la structure du personnel du demandeur et le statut de celui-ci;
- 11° la ou les langues utilisées pour les émissions ainsi que les proportions dans lesquelles elles seront utilisées;
- 12° en cas de nécessité de partage d'une même fréquence, les souhaits du demandeur quant au partenaire désiré;
- 13° le souhait du demandeur quant au recours ou non à l'émission stéréophonique;
- 14° la marque et le type de l'appareil émetteur que souhaite utiliser le demandeur ainsi qu'ultérieurement, son numéro d'homologation;
- 15° la marque, le type, les caractéristiques de l'antenne et sa hauteur par rapport au niveau du sol tels que prévus par le demandeur;
- 16° le type et la longueur du câble devant relier l'appareil émetteur à l'antenne;
- 17° les garanties de capacité technique proposées;
- 18° si le demandeur entend diffuser de l'information générale :
 - a) les noms des journalistes professionnels, au sens de la loi du 30 décembre 1963, qui s'engagent par écrit à assurer la responsabilité des informations;
 - b) le règlement d'ordre intérieur relatif au traitement objectif de l'information;
 - c) l'engagement écrit du demandeur sur le respect dudit règlement;
- 19° le cas échéant, tout autre élément de nature à justifier la demande.

CHAPITRE III. — Des catégories de radios privées

Art. 3. Chaque radio est définie comme appartenant à une classe dans chacune des 4 catégories (technique, culturelle, géographique et structurelle), telles que définies aux articles 4, 5, 6 et 7.

Sur avis du Conseil, au cours de la procédure globale, quadriannuelle, de renouvellement des reconnaissances, l'Exécutif classe les radios privées selon un ordre de priorité pour chaque zone géographique.

Art. 4. § 1er. Les radios privées sont réparties en quatre classes techniques, définies selon les valeurs maximales de la puissance apparente rayonnée et de la hauteur équivalente de l'antenne de la radio privée :

- 1° 1re classe, dite de radio de quartier : 20 W / 20 m;
- 2° 2e classe, dite de radio locale s'adressant à une commune ou un groupe de communes contigües : 100 W / 35 m;
- 3° 3e classe, dite de radio d'agglomération : 300 W / 40 m
- 4° 4e classe, dite de radio régionale, s'adressant à un ou plusieurs arrondissements contigus 1 kW / 75 m.

L'Exécutif peut imposer une puissance apparente rayonnée maximale et une hauteur équivalente de l'antenne inférieure à ces limites, en particulier lorsqu'il se trouve dans l'obligation d'assigner des fréquences d'émissions identiques ou voisines à plusieurs radios privées desservant des zones éloignées l'une de l'autre.

L'Exécutif peut, dans des cas particuliers, compte tenu de l'environnement de la radio privée considérée autoriser une hauteur équivalente de l'antenne supérieure à la limite indiquée, sous la réserve d'une diminution de la puissance apparente rayonnée.

§ 2. Une part de 1 % du produit des ressources provenant de la publicité commerciale à la radio, obtenue par les radios de 3e et 4e classe technique, dont les recettes publicitaires annuelles dépassent un seuil fixé par l'Exécutif sur avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, est versée en Fonds d'aide à la création radiophonique visé à l'article 26bis du décret.

Art. 5. Les radios privées sont réparties en cinq classes culturelles définies comme suit :

1° 1re classe, dite des radios généralistes : l'ensemble des radios privées dont une part importante de la programmation est constituée d'une partie musicale présentant une variété de genres, ainsi que d'une partie consacrée à l'information générale, visant un public varié ou relativement homogène;

2° 2e classe, dite des radios culturelles : l'ensemble des radios privées dont une part importante de la programmation est consacrée à des musiques ne relevant pas des catégories les plus vendues dans le commerce, ou des musiques de diffusion commerciale restreinte, à des magazines culturels ou à de l'information culturelle;

3° 3e classe, dite des radios socio-culturelles : l'ensemble des radios privées dont une part importante de la programmation est caractérisée par la volonté de favoriser la participation des citoyens et l'éducation permanente;

4^o 4e classe, dite des radios associatives : l'ensemble des radios privées dont une part importante de la programmation vise prioritairement à rapprocher les membres d'une communauté locale ou d'un groupe social déterminé, indépendamment du contenu des programmes;

5^o 5e classe, dite des radios de communauté : l'ensemble des radios privées dont le but principal est de s'adresser à des minorités culturelles, notamment à des communautés d'immigrés.

Art. 6. Les radios sont réparties en classes géographiques, définies par une division du territoire de la Communauté française en zones géographiques.

L'Exécutif détermine les limites des zones géographiques.

Art. 7. Les radios privées sont réparties en deux classes structurelles selon le lien qui les unit ou non avec des personnes morales visées à l'article 32bis du décret, à savoir :

1^o 1re classe, dite des radios indépendantes : l'ensemble des radios privées ne recourant pas à un tiers pour ce qui concerne la programmation, l'information, la promotion et la régie d'espaces publicitaires;

2^o 2e classe, dite des radios affiliées : l'ensemble des radios privées recourant à un tiers reconnu en application de l'article 32bis du décret, pour ce qui concerne la programmation, l'information, la promotion ou la régie d'espace publicitaire. Chaque radio privée de cette classe est identifiée par le tiers auquel elle a recours, ainsi que par la nature du lien l'unissant à ce tiers.

CHAPITRE IV. — De la procédure de reconnaissance

Art. 8. A chaque nouvelle demande de reconnaissance et au moins 6 mois avant chaque échéance de reconnaissance, l'Exécutif demande l'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

L'avis du Conseil porte notamment sur les éléments suivants :

- 1^o le respect des obligations de la radio découlant du décret et de ses arrêtés d'application;
- 2^o la classe, dans chacune des 4 catégories, proposée;
- 3^o le site d'émission proposé;
- 4^o la fréquence proposée;
- 5^o le cas échéant, les tranches horaires disponibles.

Le Conseil peut également proposer de classer les radios privées selon un ordre de priorité déterminé pour chaque zone géographique telle que définie à l'article 6 du présent arrêté.

Art. 9. Dans les deux mois de la réception par l'Exécutif de l'avis du Conseil, le Ministre en communique la teneur au demandeur, par lettre recommandée à la poste.

Dans le mois suivant cette communication, le demandeur peut, par lettre recommandée à la poste adressée au Ministre, faire valoir ses observations et demander à être entendu par le Conseil.

En ce cas, celui-ci réexamine l'affaire et rend un nouvel avis.

Art. 10. L'Exécutif statue sur la demande, selon l'ordre de priorité qu'il a fixé, dans les trois mois de la réception de l'avis visé à l'article 8 ou, les cas échéant, de celui visé à l'article 9, alinéa 2, et notifie sa décision au demandeur ainsi qu'au Ministre qui a les Postes, Télégraphes et Téléphones dans ses attributions.

CHAPITRE V. — De l'attribution des fréquences

Art. 11. L'Exécutif attribue les fréquences nécessaires au fonctionnement des radios privées. Il se conforme, en la matière, aux dispositions du règlement des radiocommunications et des accords internationaux en vigueur pour la zone européenne de radiodiffusion, ainsi qu'aux dispositions générales relatives à l'attribution des fréquences et des puissances en vigueur sur le territoire de la Belgique.

La base technique utilisée pour l'attribution des fréquences est constituée par les avis 370 et 412 du Comité consultatif international des radiocommunications.

1^o pour les radios de la 1re classe technique, la valeur du champ à protéger est de 70 dB ($\mu\text{V}/\text{m}$);

2^o pour les radios des 2e, 3e et 4e classes techniques, la valeur du champ à protéger est de 60 dB ($\mu\text{V}/\text{m}$) en monophonie et de 66 dB ($\mu\text{V}/\text{m}$) en stéréophonie.

Seuls les brouillages constants pouvant exister pendant cinquante pour cent du temps sont pris en considération. Toutefois, les brouillages pouvant être éventuellement causés par d'autres radios privées dont l'écartement des fréquences dépasse 200 MHz sont négligés, et les valeurs des rapports de protection prévues dans l'avis 412 du Comité consultatif international des radiocommunications peuvent être réduites de 10 dB.

Art. 12. L'Exécutif peut autoriser les radios privées à émettre en mode stéréophonique; il peut assortir son autorisation de dérogations aux normes de protection prévues à l'article 11 si le mode d'émission stéréophonique devait conduire à des brouillages supérieurs à ceux calculés en application du même article, et que ces brouillages sont exclusivement subis par la radio considérée.

Art. 13. L'attribution a lieu sur la base d'un plan de répartition tenant compte :

- 1^o des normes techniques générales et relevant de la police générale des ondes, relatives à l'attribution des fréquences et des puissances;
- 2^o des limites étroites du spectre disponible;
- 3^o de la situation géographique des radios privées envisagées et de leurs caractéristiques techniques;
- 4^o des classes dont relève la radio privée dans les différentes catégories et de l'ordre de priorité fixé par l'Exécutif;
- 5^o de l'échelonnement de 100 en 100 kHz de fréquences nominales.

CHAPITRE VI. — Du contenu de la reconnaissance

Art. 14. Le titre de reconnaissance mentionne de façon précise :

- 1^o l'identité du titulaire;
- 2^o le lieu d'installation de la radio privée;
- 3^o la classe, dans chacune des quatre catégories, dans laquelle se situe la radio privée;
- 4^o la puissance de l'appareil émetteur;
- 5^o la valeur maximale de la puissance apparente rayonnée de la radio privée;
- 6^o la hauteur effective de l'antenne;
- 7^o la fréquence attribuée;
- 8^o le recours ou non à l'émission stéréophonique;
- 9^o éventuellement les périodes pendant lesquelles les émissions sont permises ou toutes autres conditions particulières constituant une restriction à la reconnaissance;

10° la marque, le type, les caractéristiques de l'antenne;

11° la marque et le type de l'appareil émetteur ainsi que son numéro d'homologation;

12° le type et la longueur du câble reliant l'appareil émetteur à l'antenne.

Art. 15. Le Ministre peut, après l'octroi de la fréquence, imposer des restrictions quant au lieu d'installation et à la puissance apparente rayonnée d'une radio privée, ou remplacer la fréquence attribuée à une radio privée par une autre, chaque fois qu'il convient :

1° d'assurer une protection efficace des radiocommunications aéronautiques, notamment dans les voisinages des aérodromes et des voies aériennes;

2° d'éviter à un grand nombre d'auditeurs habitant dans le voisinage de cette radio, des perturbations dans la réception d'autres émissions de radiodiffusion.

La décision du Ministre est communiquée sans délai à l'Exécutif; cette mesure fait l'objet d'un avenant à la reconnaissance.

Art. 16. Sans préjudice de l'application de l'article 15, toute modification des éléments visés à l'article 14 ne peut être réalisée qu'après décision conforme de l'Exécutif.

CHAPITRE VII. — Du contrôle

Art. 17. Le titre de reconnaissance doit se trouver en permanence au lieu d'installation de la radio privée à laquelle il se rapporte. Il doit être présenté à toute réquisition des autorités de contrôle compétentes désignées par l'Exécutif.

Art. 18. La personne morale titulaire de la radio privée est tenue d'adresser, chaque année, au Ministre, les documents suivants :

1° le rapport d'activité tel qu'il est présenté à l'assemblée générale;

2° un aperçu de la programmation de l'année écoulée;

3° le compte annuel.

CHAPITRE VIII. — Des sanctions

Art. 19. Lorsque le Conseil a donné, d'initiative ou la demande du Ministre, un avis sur la suspension ou le retrait de la reconnaissance, la procédure prévue aux articles 9 et 10 est d'application pour la suspension et le retrait de la reconnaissance.

Art. 20. La suspension ne peut excéder une période d'un mois. Elle est levée par l'Exécutif dès que le titulaire de la reconnaissance de la radio privée s'est conformé aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'application.

Si après un mois, les motifs de la suspension subsistent, l'Exécutif peut procéder au retrait de la reconnaissance.

CHAPITRE IX. — Dispositions finales

Art. 21. Sont abrogés :

1° dans la mesure où il fixe des règles qui sont de la compétence de la Communauté française, l'arrêté royal du 20 août 1981 réglementant l'établissement et le fonctionnement des stations de radiodiffusion sonore locale;

2° l'arrêté de l'Exécutif du 23 mai 1989 fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des radios privées, modifié par l'arrêté du 3 mai 1991;

3° l'arrêté de l'Exécutif du 3 mai 1991 modifiant l'arrêté du 23 mai 1989 fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des radios privées, modifié par l'arrêté du 19 juillet 1991.

Bruxelles, le 24 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

N. 92 — 975

[S-C 20246]

24 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning van de private radio's

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 over de audiovisuele sector, inzonderheid op artikel 30, vervangen door het decreet van 19 juli 1991, en op artikel 37, gewijzigd bij het decreet van 19 juli 1991;

Gelet op het advies van de raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie;

Gelet op de door haar na de beraadslaging van 24 december 1991 genomen beslissing,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° de Minister : het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort;

2° de raad : de Hoge raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap;

3° het decreet : het decreet van 17 juli 1987 over de audio-visuele sector;

4° de aanvrager : de rechtspersoon die een aanvraag tot erkenning als private radio heeft ingediend;

5° vermogen van een zendtoestel : het gemiddeld vermogen van de draaggolf die aan de uitgang van het zendtoestel beschikbaar is;

6° effectief uitgestraald vermogen van een private radio : het aan de antenne geleverd vermogen, vermenigvuldigd met de winst van de antenne in een gegeven richting wanneer de referentie-antenne een verliesvrije halve-golfdipool is, afgezonderd in de ruimte;

7° effectieve antennehoogte : de hoogte van de antenne boven het gemiddeld niveau van de grond in een straal van drie tot vijftien kilometer rondom de private radio;

8° reglement betreffende de radioverbindingen : het reglement betreffende de radioverbindingen gevoegd bij het Internationaal Verdrag betreffende de televerbindingen en gepubliceerd door het Algemeen Secretariaat van de Internationale Unie betreffende de televerbindingen;

9° advies 370 van het Internationaal Consultatief comité voor radioverbindingen : het advies dat de propagatiecurven geeft die toelaten het door een zender in de meter- en decimeterfrequentiebanden voortgebracht veld te schatten;

10° advies 412 van het Internationaal Consultatief comité voor radioverbindingen : het advies dat, enerzijds, de beschermingsverhoudingen bepaalt die moeten worden gegarandeerd tussen het gestoord signaal en het stoorsignaal in functie van de te verzekeren dienst en van de frequentie-afstand tussen de beide uitzendingen en dat, anderzijds, de te beschermen veldsterkten vaststelt in functie van het type dienst en van het stoorniveau in de omgeving van de ontvanger;

11° dienstzone : zone waarbinnen de gemiddelde waarde van de veldsterkte, bepaald overeenkomstig het advies 370 van het Internationaal Consultatief comité voor radioverbindingen, hoger is dan de te beschermen veldwaarde, bepaald krachtens artikel 11;

12° algemene informatie : informatie over alle actualiteitskwesities ter bestemming van alle luisteraars;

13° orde van voorrang : rangschikking van de private radio's volgens de beschikbare frequenties, bepaald door de Executieve van de Franse Gemeenschap, na advies van de Hoge raad voor de audiovisuele sector.

HOOFDSTUK II. — *Indiening van de aanvraag tot erkenning*

Art. 2. De aanvraag tot erkenning als private radio wordt bij de Minister ingediend bij een in de Franse taal opgesteld schrijven en ondertekend door ten minste twee personen van Belgische nationaliteit waarin hun namen en woonplaatsen vermeld staan die moeten gelegen zijn in de uitzendzone van de radio, waarvoor de erkenning wordt aangevraagd.

Ze bevat de volgende gegevens :

- 1° de benaming van de radio;
- 2° het rechtsstatuut van de aanvrager en een fotocopie van de bijlagen van het *Belgisch Staatsblad* houdende bekendmaking van zijn statuten alsook, in voorkomend geval, de samenstelling van zijn kapitaal; indien blijkt dat rechtspersonen tevens vennoten of aandeelhouders zijn van de aanvrager, vermeldt de aanvraag bovendien de samenstelling van het kapitaal en de raad van bestuur van die rechtspersonen;
- 3° de vestigingsplaats van de studio en de uitzendingsplaats die voor de radio voorzien zijn; daartoe is de aanvrager verplicht een fotocopie van de landkaart op één vijftienduizendste voor te leggen waarop de uitzendingsplaats aangeduid is;
- 4° de klasse in elk van de vier categorieën waarin de aanvrager van plan is zich te situeren;
- 5° de aard van de programmatie, met verwijzing inzonderheid naar artikel 31, 2° en 6° van het decreet;
- 6° de erkenningsmelodie van de radio;
- 7° de voornemens van de aanvrager eventueel een beroep te doen op de commerciële reclame;
- 8° de voornemens van de aanvrager eventueel een beroep te doen op de diensten van een rechtspersoon erkend in toepassing van artikel 32bis van het decreet, inzonderheid voor de programmatie, de informatie, de bevordering of het beheer van reclamezendentijden;
- 9° de financieringsmogelijkheden en het begrotingsontwerp van de aanvrager;
- 10° de formatie van het personeel van de aanvrager en het personeelsstatuut;
- 11° de taal of de talen die voor de uitzendingen zal of zullen worden gebruikt en de verhoudingen waarin ze zullen worden gebruikt;
- 12° wanneer eenzelfde frequentie moet worden verdeeld, de wens van de aanvrager betreffende de partner;
- 13° de wens van de aanvrager wat betreft het al dan niet uitzenden in stereofonie;
- 14° het merk en het type van zendtoestel dat de aanvrager wil gebruiken evenals daarna zijn homologatienummer;
- 15° het merk, het type, de karakteristieken van de antenne en haar hoogte t.o.v. het niveau van de grond, zoals voorzien door de aanvrager;
- 16° het type en de lengte van de kabel die het zendtoestel met de antenne verbindt;
- 17° de voorgestelde waarborgen inzake technisch vermogen;
- 18° in geval de aanvrager de bedoeling heeft algemene informatie te verspreiden :
 - a) de namen van de beroepsjournalisten in de zin van de wet van 30 december 1963, die zich schriftelijk verbinden de verantwoordelijkheid voor de informatie op zich te nemen;
 - b) het huishoudelijk reglement met betrekking tot de objectiviteit in de verwerking van de informatie;
 - c) de schriftelijke verbintenissen van de aanvrager bedoeld reglement na te leven;
- 19° desgevallend elk ander gegeven ter staving van de aanvraag.

HOOFDSTUK III. — *De categorieën van private radio's*

Art. 3. Elke radio wordt beschouwd als behorend tot een klasse in elk van de 4 categorieën (technische, culturele, geografische en structurele), zoals bepaald in de artikelen 4, 5, 6 en 7.

Op advies van de raad, rangschikt de Executieve in de loop van de globale procedure voor de hernieuwing van de erkenningen, die om de vier jaar wordt toegepast, de private radio's volgens een orde van voorrang voor elke geografische zone.

Art. 4. § 1. De private radio's worden in vier technische klassen onderverdeeld die bepaald worden volgens de maximale waarden van het effectief uitgestraald vermogen en de overeenstemmende antennehoogte van de private radio :

- 1° klasse 1, de wijkradio's : 20 W/20 m;
- 2° klasse 2, de lokale radio's die bestemd zijn voor één gemeente of een groep aanpalende gemeenten : 100 W/35 m;
- 3° klasse 3, de agglomeratieradio's : 300 W/40 m;
- 4° klasse 4, de regionale radio's die bestemd zijn voor één of meer aanpalende arrondissementen : 1kW/75 m.

De Executieve kan een maximaal effectief uitgestraald vermogen en een overeenstemmende antennehoogte die onder deze grenzen ligt, opleggen, inzonderheid wanneer zij verplicht is zendfrequenties toe te wijzen die identiek of naastlopend zijn voor verschillende private radio's die ver van elkaar verwijderde zones bedienen.

In bijzondere gevallen kan de Executieve, rekening houdend met de omgeving van de betrokken private radio, een equivalente antennehoogte boven de vastgestelde limiet toelaten, onder voorbehoud van een vermindering van het effectief uitgestraald vermogen.

§ 2. Er wordt een gedeelte van 1 % van de opbrengst van de geldmiddelen uit de commerciële reclame van de radio, die door de radio's van de technische categorieën 3 en 4 wordt bekomen, waarvan de jaarlijkse reclame-inkomsten een grens overschrijden die door de Executieve na advies van de Hoge raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap is bepaald, als steungeld verleend voor de creatie op radio, bedoeld bij artikel 26 bis van het decreet.

Art. 5. De private radio's worden in vijf culturele categorieën onderverdeeld die als volgt worden bepaald :

1° categorie 1, de algemene radio's : al de private radio's waarvan een aanzienlijk deel van de programmatie uit muziekuitzendingen van allerlei genres bestaat, alsook uit een gedeelte bestemd voor algemene berichtgeving voor de luisteraars in het algemeen of voor een vrij homogeen publiek;

2° categorie 2, de culturele radio's : al de private radio's waarvan de programmatie grotendeels wordt gewijd aan muziekgenres die niet begrepen zijn door de Executieve met het grootste afzetcijfer, of muziekgenres met geringe commerciële afzet, en aan cultuurprogramma's of -informatie;

3° categorie 3, de socio-culturele radio's : al de private radio's waarvan de programmatie grotendeels gekenmerkt is door de bedoeling de deelneming van de burgers en de permanente opvoeding te bevorderen;

4° categorie 4, de associatieve radio's : al de private radio's waarvan de programmatie grotendeels en prioritair tot doel heeft de leden van een lokale gemeenschap of van een bepaalde sociale groep nader tot mekaar te brengen, ongeacht de inhoud van de programma's;

5° categorie 5, de gemeenschapsradio's : al de private radio's die als hoofddoel hebben zich tot cultuur-minderheden te richten, inzonderheid tot gemeenschappen van inwijkelingen.

Art. 6. De radio's worden onderverdeeld in geografische categorieën, gevormd door een indeling van het grondgebied van de Franse Gemeenschap in geografische zones.

De Executieve stelt de grenzen van de geografische zones vast.

Art. 7. De private radio's worden onderverdeeld in twee structurele klassen volgens de band die hen al dan niet verbindt met rechtspersonen, bedoeld in artikel 32 bis van het decreet, te weten :

1° klasse 1, de zelfstandige radio's : al de private radio's die geen beroep doen op een derde wat de programmatie, de informatie, de promotie en het beheer van reclamezendentijden betreft;

2° klasse 2, de aangesloten radio's : al de private radio's die een beroep doen op een derde erkend in toepassing van artikel 32 bis van het decreet, wat de programmatie, de informatie, de promotie of het beheer van reclamezendentijden betreft. Elke private radio van deze categorie wordt geïdentificeerd door de derde op wie zij een beroep doet alsook door de aard van de band die haar met deze derde verbindt.

HOOFDSTUK IV. — De procedure tot erkenning

Art. 8. Voor elke nieuwe aanvraag tot erkenning en ten minste 6 maanden vóór elke vervaldatum van een erkenning, wint de Executieve het advies in van de Hoge raad voor de audiovisuele sector.

Het advies van de raad heeft inzonderheid betrekking op de volgende elementen :

1° het nakomen, door de radio, van de verplichtingen die voortvloeien uit het decreet en zijn toepassings-besluiten;

2° de voorgestelde klasse in elk van de 4 categorieën;

3° de voorgestelde uitzendingsplaats;

4° de voorgestelde frequentie;

5° in voorkomend geval, de beschikbare zendtijden.

De raad kan ook voorstellen de private radio's te rangschikken volgens een orde van voorrang die wordt vastgesteld voor elke geografische zone, zoals bepaald bij artikel 6 van dit besluit.

Art. 9. Binnen de twee maanden na de ontvangst door de Executieve van het advies van de raad, geeft de Minister aan de aanvrager kennis van de inhoud van dit advies bij een ter post aangekomen brief.

Binnen de maand die volgt op deze mededeling, kan de aanvrager bij een ter post aangekomen brief aan de Minister zijn opmerkingen laten gelden en vragen door de raad gehoord te worden.

In dat geval onderzoekt deze raad opnieuw de zaak en brengt een nieuw advies uit.

Art. 10. De Executieve beslist over de aanvraag volgens de orde van voorrang die zij heeft bepaald, binnen de drie maanden na de ontvangst van het bij artikel 8 bedoelde advies of, desgevallend, van het advies bedoeld bij artikel 9, lid 2, en betekent haar beslissing aan de aanvrager alsook aan de Minister, tot wiens bevoegdheid Posterijen, Telegrafie en Telefonie behoren.

HOOFDSTUK V. — De toekenning van de frequenties

Art. 11. De Executieve kent de frequenties toe die nodig zijn voor de werking van de private radio's. Zij schikt zich ter zake naar de bepalingen van het reglement van de radioverbindingen en de internationale overeenkomsten die van kracht zijn voor de Europese zone van radio-omroep, alsook naar de algemene bepalingen betreffende de toekenning van frequenties en vermogens die van kracht zijn op het Belgisch grondgebied.

De adviezen 370 en 412 van het Internationaal Consultatief comité voor radioverbindingen dienen als technische basis voor de toekenning van de frequenties.

De uitzendingen van de private radio's worden binnen hun dienstzone op de volgende wijze beschermd :

1° voor de radio's van technische klasse 1, is de waarde van de te beschermen veldsterkte gelijk aan 70 dB (mV/m);

2° voor de radio's van de technische klasse 2, 3 en 4 is de waarde van de te beschermen veldsterkte gelijk aan 60 dB (mV/m) in monofonie en aan 66 dB (mV/m) in stereofonie.

Enkel de constante storingen die kunnen voorkomen tijdens vijftig procent van de zendtijd kunnen in aanmerking genomen worden. De eventuele storingen die kunnen veroorzaakt worden door andere private radio's waarvan de frequentie-afstand groter is dan 22 MHz worden niet in aanmerking genomen en de waarden van de beschermingsverhoudingen voorzien in het advies 412 van het Internationaal Consultatief comité voor radioverbindingen kunnen verminderd worden met 10 dB's.

Art. 12. De Executieve kan de private radio's toelaten in stereofonie uit te zenden; zij kan haar toelating koppelen aan bepaalde afwijkingen van de beschermingsnormen voorzien bij artikel 11, indien de wijze van uitzending in stereofonie storingen mocht teweegbrengen die hoger zijn dan deze berekend in toepassing van hetzelfde artikel en indien enkel en alleen de radio waarvan sprake, door deze storingen wordt getroffen.

- Art. 13.** De toewijzing geschiedt op basis van een verdelingsplan dat rekening houdt met :
- 1° de algemene technische normen bepaald in de algemene politie van de radio-elektrische golven en betreffende de toewijzing van de frequenties en de vermogens;
 - 2° de nauwe grenzen van het beschikbaar spectrum;
 - 3° de geografische ligging van de beoogde private radio's en hun technische karakteristieken;
 - 4° de klassen waarin de private radio gerangschikt is in de verschillende categorieën en met de orde van voorrang die door de Executieve bepaald is;
 - 5° het feit dat alle nominale frequenties een veelvoud van 100 kHz moeten zijn.

HOOFDSTUK VI. — *De inhoud van de erkenning*

- Art. 14.** De erkenningslitél vermeldt nauwkeurig :
- 1° de identiteit van de titularis;
 - 2° de opstellingsplaats van de private radio;
 - 3° de klasse, in elk van de vier categorieën, waarin de private radio is gerangschikt;
 - 4° het vermogen van het zendtoestel;
 - 5° de maximale waarde van het effectief uitgestraald vermogen van de private radio;
 - 6° de effectieve antennehoogte;
 - 7° de toegewezen frequentie;
 - 8° het al dan niet uitzenden in stereofonie;
 - 9° eventueel de periodes gedurende welke de uitzendingen toegelaten zijn of alle andere bijzondere voorwaarden die een beperking van de erkenning uitmaken;
 - 10° het merk, het type, de karakteristieken van de antenne;
 - 11° het merk en het type van het zendtoestel alsook zijn homologatienummer;
 - 12° het type en de lengte van de kabel die het zendtoestel met de antenne verbindt.

Art. 15. De Minister kan na de toewijzing van de frequentie beperkingen opleggen wat betreft de opstellingsplaats en het effectief uitgestraald vermogen van een private radio, of de frequentie die werd toegewezen aan een private radio vervangen door een andere, telkens het aangewezen is :

- 1° een doeltreffende bescherming te verzekeren van de radioverbindingen van de luchtvaart, namelijk in de nabijheid van de vliegvelden en van de luchtwegen;
- 2° storingen in de ontvangst van andere radio-omroepuitzendingen te vermijden voor een groot aantal luisteraars die in de nabijheid van deze radiozender wonen.

De beslissing van de Minister wordt onverwijld medegedeld aan de Executieve; voor deze maatregel wordt er een aanhangsel bij de erkenning gevoegd.

Art. 16. Onverminderd de toepassing van artikel 15, kan elke wijziging van de elementen bedoeld bij artikel 14 slechts aangebracht worden na eensluidende beslissing van de Executieve.

HOOFDSTUK VII. — *De controle*

Art. 17. De erkenningstitel moet zich bestendig bevinden op de opstellingsplaats van de private radio waarop hij betrekking heeft. Hij moet worden getoond op elk verzoek van de bevoegde controle-overheden, aangesteld door de Executieve.

Art. 18. De rechtspersoon titularis van de private radio moet elk jaar aan de Minister de volgende documenten mededelen :

- 1° het activiteitsverslag zoals het wordt voorgesteld aan de algemene vergadering;
- 2° een overzicht van de programmatie van het verlopen jaar;
- 3° de jaarrekening.

HOOFDSTUK VIII. — *De sancties*

Art. 19. Wanneer de raad, op eigen initiatief of op aanvraag van de Minister, een advies over de schorsing of de intrekking van de erkenning heeft uitgebracht, is de in de artikelen 9 en 10 voorziene procedure van toepassing voor de schorsing of de intrekking van de erkenning.

Art. 20. De schorsing kan niet langer duren dan één maand. Zij wordt door de Executieve opgeheven zodra de titularis van de erkenning van de private radio de bepalingen van het decreet en zijn toepassingsbesluiten naleeft.

Indien de redenen van de schorsing na één maand niet verdwenen zijn, kan de Executieve de erkenning intrekken.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

Art. 21. Opgeheven worden :

- 1° voor zover het regels bepaalt die afhangen van de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap, het koninklijk besluit van 20 augustus 1981 houdende reglementering voor het aanleggen en doen werken van de stations voor lokale klank-radio-omroep;
- 2° het besluit van de Executieve van 23 mei 1989 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning van private radio's;
- 3° het besluit van de Executieve van 3 mei 1991 houdende wijziging van het besluit van 23 mei 1989 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning van private radio's, gewijzigd bij het besluit van 19 juli 1991.

Brussel, 24 december 1991

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX